



# Ras-le-bol des bas salaires !

Depuis plusieurs mois, des salariés de nombreuses entreprises partout en France font grève pour obtenir de réelles augmentations de salaires. Ces grèves ont souvent comme point de départ les Négociations Annuelles Obligatoires parce que les salariés estiment avec raison que c'est en étant en grève qu'ils forceront les patrons à lâcher autre chose que les habituelles clopinettes présentées comme des « augmentations ».

Ces grèves touchent des entreprises de toute sorte, de toute taille. Ce qui est nouveau depuis quinze jours c'est que les patrons cèdent de plus en plus souvent aux revendications, au moins partiellement.

A Sanofi Sisteron il a fallu quatre semaines de grève pour que l'entreprise lâche 80 euros d'augmentation mensuelle. Les salariés publiaient chaque jour les dividendes empochés par les dirigeants du groupe... Il y avait de quoi se motiver : 5,5 milliards d'euros donnés aux actionnaires, ramenés aux 110 000 travailleurs du groupe, c'est 50 000 euros piqués sur le travail de chaque salarié !

## **De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat !**

Les patrons peuvent payer. Si on en doutait encore, il n'y a qu'à regarder les annonces des résultats cumulés des entreprises du CAC 40 pour 2014 : 64,4 milliards d'euros, avec une hausse de 37% ! Le trio de tête des heureux gagnants est formé par LVMH, Axa et L'Oréal... les rois du luxe, de l'assurance et de la cosmétique aux quatre coins de la planète. Ces résultats vont permettre aux entreprises du CAC 40 de distribuer à nouveau 40 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires. Ces derniers n'ont pas besoin de réclamer d'augmentations : ils se servent !

## **Fonction publique : l'État vide les caisses au profit des patrons**

Depuis 2010 et jusqu'à 2017 (au moins !) le point d'indice, qui détermine l'évolution des rémunérations des fonctionnaires, est gelé. Les organisations syndicales, unanimes, estiment la baisse du pouvoir d'achat à près de 10 % depuis 2000. Une augmentation de 1 % de la valeur du point coûterait 1,8 milliard d'euros pour les trois fonctions publiques, alors que le gouvernement veut économiser 50 milliards d'ici à 2017 afin de coller aux objectifs du « pacte de responsabilité » qui offre aux grands patrons sur un plateau d'argent des milliards d'euros de cadeaux fiscaux.

## **Patrons et gouvernement, même combat !**

Les nombreux conflits sur les salaires restent malgré tout isolés, par entreprises. Salarié-e-s du privé, salarié-e-s du public, en s'y mettant tous ensemble on aurait davantage de poids pour faire céder tous ceux qui nous volent. L'utilisation de l'article 49.3 par le gouvernement pour faire passer en force sa loi Macron, qui démantèle le droit du travail, est une provocation de plus pour encore mieux servir le patronat.

**Le 9 avril prochain, les syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires appellent à une journée de grève interprofessionnelle, contre l'austérité et pour le retrait de la loi Macron. Le 9 avril, occupons massivement la rue.**

## Poste : résultats en hausse, salaires à la traîne !

Alors que le chiffre d'affaire est en hausse de 2% en 2014, les bénéficiaires explosent de 14%. Et ce, avec la continuité du désengagement de l'État vis-à-vis de ses missions de service public. Inutile de préciser que ces « bons » résultats de la Poste se font sur le dos des salariés par la diminution des effectifs : près de 7 000 emplois supprimés en 2014, et la saignée continuera dans les années à venir avec les réorganisations bisannuelles de tous les services postaux.

Pour les salaires, c'est toujours l'aumône que propose la Direction et toujours l'accroissement des inégalités de revenus entre les bas et hauts salaires. C'est 300€ pour tous qu'il est nécessaire d'imposer ne serait-ce que pour récupérer la baisse du pouvoir d'achat subie depuis des années !

## Grève au centre de tri postal de Limoges

Les réorganisations continuent ! Au centre de tri, la direction veut supprimer les postes de nuit. Le prétexte, la baisse du volume de courrier que la direction organise elle-même. Facile de dire qu'il y a moins de courrier quand une partie est détournée vers d'autres centres comme Poitiers.

35 postes de nuit sont menacés de suppression et peut-être à terme, les 250 salariés du site. Ce qui signifie pour les salariés, une modification des horaires de travail non choisie et surtout une perte sèche de rémunération. Pas question d'y toucher, c'est ce que les travailleurs ont exprimé par 48h de grève à l'appel de la CGT et de SUD. Pour l'instant, la direction joue la montre dans les négociations.

Les postiers en grève ont eu une visite sympa des travailleurs de Valéo, en grève pour des augmentations de salaire. Comme quoi, dans le public comme dans le privé, c'est la galère partout !

## Les facteurs dans le collimateur

Dans la réorganisation du centre de tri, les facteurs sont aussi visés par le décalage des horaires de brigades et les tournées risquant de se prolonger bien au-delà de midi. Une aubaine pour la direction qui veut mettre en place, comme cela tente de se faire ailleurs, une pause méridienne non payée. Prétexte pour supprimer les 20 minutes de pause payées actuellement.

Les facteurs ont tout intérêt à se joindre à la lutte des salariés du centre de tri, étant embarqués dans le même projet de restructuration.

## Basse-Normandie, victoire des facteurs !

Il y a quinze jours, 1 230 des 2 000 facteurs de Basse-Normandie étaient en grève, dont plusieurs bureaux à 100 %. C'est à plus de 500 qu'ils ont manifesté leur colère à Caen. Du jamais vu dans cette région. La direction régionale voulait remplacer la pause payée de 20 minutes par une pause méridienne de 45 minutes... non payée. Conséquences : une perte nette de 400 euros par an et une fin de poste plus tardive.

Les facteurs ont obtenu gain de cause dans de nombreux endroits. La direction a parfois même dû reculer sur d'autres attaques : à Honfleur, une seule tournée de facteurs sera supprimée au lieu de trois. Cela faisait des années qu'un mouvement aussi large n'avait pas explosé au nez de La Poste dans la région. Ce mouvement d'ampleur a obligé la direction régionale à reculer et à mettre au panier ses « pauses méridiennes ». Une leçon à retenir !

